

Trop de postes, trop de services, amputer, fusionner, mutualiser, externaliser : voilà les maîtres-mots de la **Révision Générale des Politiques Publiques, plus connue sous le nom de RGPP**. Vous avez déjà pu voir ses ravages en allant à l'hôpital, en emmenant vos enfants à l'école ou en tentant de rouler sur des routes non déneigées. Avec le prétexte de réduire le déficit public, le gouvernement supprime chaque année près de 40 000 postes de fonctionnaires partant en retraite alors que se multiplie le transfert de missions publiques au privé au travers des « partenariats public-privé ». Cette politique profite à quelques grandes entreprises et aux seuls contribuables les plus fortunés, pour qui des avantages fiscaux sans cesse renouvelés compensent la dégradation des services publics.

Le gouvernement entend aller encore plus loin. Le Ministre de la Fonction Publique, Georges Tron, a estimé dimanche 24 Avril que l'on pouvait « *encore réduire le nombre de fonctionnaires, mais surtout chez les opérateurs de l'Etat* ». Par 'opérateurs', lisez Météo-France, Pôle Emploi, CNRS et... INRA. Ainsi se confirme clairement le but de l'audit réalisé par l'Inspection Générale de l'Education Nationale et de la Recherche (IGAENR) dans l'INRA en préambule de celles du CNRS, de l'INSERM, de l'INRIA et du CIRAD. Le gouvernement ne s'en cache d'ailleurs même plus. Le 5^{ème} conseil de Modernisation des Politiques Publiques (9 mars 2011) s'est ainsi félicité des résultats de l'audit à l'INRA qui « *a permis de dégager des scénarios d'optimisation pour améliorer l'efficacité et de l'efficacité des fonctions support de cet organisme, ainsi que des économies possibles, par rationalisation ou mutualisation.* » ([page 4 du document](#)).

Vous n'avez toujours pas lu ce rapport ? Ne mourrez pas idiot ! [Au moins parcourez-le](#) car ce que vous y verrez devrait vous scandaliser. Dans un premier temps, sont concernés les agents en charge des activités dites 'de support', c'est-à-dire ceux qui, au quotidien, apportent leur concours aux équipes de recherche dans des domaines divers tels que les finances, les achats, la gestion du personnel, le patrimoine, les systèmes d'information, la restauration, principalement des SDAR. Vous y constaterez que « l'efficacité » de nos collègues y a été calculée à l'aide 'd'indicateurs de performance' simplistes, réducteurs et donc méprisants, du type « qui, pour la fonction finance, traite le plus de pièces ? », « qui, pour la fonction RH, traite le plus de CDD ? », etc. pour aboutir à une comparaison entre centres indépendante de toute prise en compte de la diversité de leurs activités... et pour déboucher sur un calcul simple : combien de postes peuvent-ils être économisés en s'alignant sur la moyenne ou mieux sur la pratique la plus 'performante', en regroupant des services sous forme de plateformes, en regroupant des centres sous forme de plaques ! Réponse: **387 postes 'économisables' sur 1 257 affectés à ces**

fonctions, soit 30% ! Et demain devrait suivre l'audit des fonctions dites soutien : communication, Unités et installations expérimentales, etc. ([Pour plus de détails, téléchargez l'argumentaire CGT-INRA](#)).

On pourrait rire du caractère imbécile de la démarche si elle n'était susceptible d'avoir des conséquences catastrophiques pour les personnels comme pour l'INRA. Appliquer les mesures préconisées par l'IGAENR affecterait en premier les personnels des SDAR, en les soumettant à des pressions plus fortes, en dégradant leurs conditions de travail, en les contraignant à des changements de métiers ou à des mobilités forcées. Mais les unités et leurs personnels sont aussi directement concernés. Les personnels administratifs travaillant dans les unités pourraient passer sous la responsabilité hiérarchique des directeurs des SDAR. La mise en place de plateformes mutualisées et de plaques (facturation, GRH, informatique, etc.) au lieu de services placés dans les centres au plus près des labos déshumaniserait le travail quotidien, comme on peut le voir pour les collègues des SDAR d'Avignon et Sophia après la fusion des deux centres, et comme cela est aussi prévisible pour la fusion des SDAR de Versailles et Lille. Et pour payer les dépenses courantes et une partie des salaires aux SDAR, les contrats de recherche des unités seraient largement mis à contribution, le prélèvement passant de 4% à 13% ! Ce alors même que le soutien de base ne cesse de diminuer.

La CGT-INRA dénonce l'objectif comptable et idéologique de cette réforme qui voudrait imposer à tous les niveaux une logique « client-fournisseur ». Les unités de recherche ne doivent pas avoir à payer pour des services qui sont une composante indispensable du travail de recherche. Elle récuse la distinction entre un prétendu « cœur de métier » et des fonctions dites « d'accompagnement » de la recherche, et réaffirme la nature collective du travail scientifique.

Mais ce n'est pas seulement de suppressions de postes dont il s'agit, c'est d'un remodelage global du paysage de la recherche publique, et singulièrement à l'INRA avec la mise en place des 'plaques' de centres et des fusions de centres. Cette restructuration de l'Institut en grosses entités régionales s'inscrit complètement dans ce qu'appelle aussi de ses vœux le 5ème CMPP déjà cité: « *Mettre en place un pilotage stratégique des opérateurs de recherche* ». Il s'agit d'accélérer la mise en place d'un nombre limité de pôles, centrés autour d'une minorité d'Universités sélectionnées dans les « Initiatives d'Excellence » (IDEX), et amenant de fait à la désertification scientifique d'une grande partie du territoire.

Alors qu'aujourd'hui dans plusieurs centres, les responsables locaux tiennent des propos lénifiants, laissant entendre que la Direction Générale ne reprendrait qu'une partie des propositions de l'audit, la CGT-INRA affirme : **Le devenir de l'INRA et de ses personnels est menacé !**

Heureusement, la résistance a commencé à s'organiser. Au CNRS, chercheurs, les ingénieurs et techniciens se sont rassemblés par centaines dans toute la France le 31 Mars pour demander l'abandon de l'audit RGPP. A l'INRA, plus de 2 300 personnels ont déjà signé la pétition intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-SUD.

Renforcez la signature de la pétition intersyndicale pour montrer à la DG notre rejet des recommandations de cet audit RGPP !

La CGT-INRA se félicite que l'ensemble des organisations syndicales des EPST (CGT, CFDT, SUD, CFTC, FSU, UNSA, FO) se soient prononcées dans un communiqué de presse commun pour demander à Mme la Ministre l'arrêt de la procédure d'audit RGPP dans tous les établissements et l'abandon des

procédures de restructuration en cours et appeler à une semaine d'action fin Mai lors des CTP de l'INRA, CA CNRS et CA INSERM. La CGT-INRA s'inscrit pleinement dans cette initiative ([lire le communiqué intersyndical](#)).

La Direction Générale de l'INRA prévoit de donner ses réponses aux recommandations de l'audit et de les faire valider par le CTP prévu le 26 Mai, puis par le CA prévu le 24 Juin. Ces échéances sont décisives. On ne peut la laisser faire sans réagir, c'est notre avenir et celui de l'Institut qui sont en jeu. La CGT-INRA fera des propositions en conséquence aux autres organisations syndicales de l'Institut.

- ▶ ***Abandon des recommandations du rapport d'audit à l'INRA***
- ▶ ***Arrêt des fusions de centres et services en cours !***
- ▶ ***Abandon des audits RGPP dans les autres organismes de recherche !***
- ▶ ***Aucune suppression de postes !***
- ▶ ***Titularisation de tous les précaires occupant des emplois sur besoins permanents !***

En ce moment se déroulent les élections aux conseils de gestion de centre et de départements de recherche. C'est sur ces bases de défense de la Recherche publique, de l'INRA et de ses personnels que se présentent les listes CGT-INRA, et dont se réclament aussi un certain nombre de candidats aux conseils scientifiques.

Votez pour les listes CGT-INRA et les candidats se réclamant de la CGT-INRA !

Bulletin d'adhésion

à retourner à CGT-INRA, Porte de Saint-Cyr, RN 10, 78210 Saint-Cyr-l'Ecole

Nom : Prénom :

Centre de Recherche INRA : Unité (développer les sigles SVP) :

Téléphone : E-mail :